



unies & engagées

pour le service public et ses agent·e·s
pour la transformation sociale et environnementale

Revendications de l'Élan Commun Hauts-de-France pour l'audience avec la ministre du MASAF, Mme Genevard

21 novembre – Site d'Arras

(Liste non exhaustive)

1. Conditions de travail et reconnaissance

- **Climat général :**

- Le **fonctionnaire bashing** et le **prof bashing** sont devenus insupportables. Les discours méprisants de certains ministres sont inacceptables.
- Impression d'être une variable d'ajustement pour combler un déficit qui ne nous incombe pas, mais résulte de choix politiques contestables. Cela inclut la protection des subventions aux entreprises sans contreparties et la préservation des grandes fortunes.

- **Appauvrissement des agent·e·s :**

- Charge de travail en augmentation constante avec gel du point d'indice, 3 jours de carence, suppression de la GIPA, baisse du pouvoir d'achat, déclassement.
- Les enseignant·e·s deviennent des "**profs prolétaires**". Beaucoup précarité pour les autres corps.
- Sentiment d'abandon et colère croissante face aux conditions de travail dégradées, aux responsabilités toujours plus nombreuses (enseignement, accompagnement social, orientation, gestion de projet, etc.).

- **Manque de reconnaissance :**

- Les agent·e·s ont répondu présents dans des crises majeures comme la Covid et les attentats, mais leur dévouement est perçu comme du bénévolat avec un manque de respect.
- Multiplication des tâches bénévoles (responsable local de formation, assistant de prévention, etc.).

- **Conséquences directes :**
 - Dégradation du sens du travail, baisse de moral et exaspération des personnels.
 - Concurrence déloyale accrue des établissements privés (70 % des effectifs), qui fragilise les effectifs publics. Craintes sur la pérennité des postes voire de l'établissement.
 - **Problème d'attractivité des métiers** avec une formation continue dégradée, perte des espaces d'échange de pratique au sein des disciplines.

- **Précarisation croissante :**
 - Statuts précaires pour les AESH (pas de statut), AED, formateurs·trices CFPPA/UFA, agent·e·s de catégorie C et agent·e·s régionaux.
 - Retards de paiement des contractuel·le·s et de régularisation des AESH, aggravant les difficultés personnelles.

- **Sécurité et santé au travail :**
 - Insuffisance des moyens dans les établissements et au niveau de la DRAAF-SRFD.
 - Disparité dans la gestion des CoHS et F3SCT qui dans l'ensemble est insuffisante.
 - Absence de protection fonctionnelle adéquate, tensions croissantes, sentiment d'abandon.
 - Insuffisance infirmière. 2 sites sans => Faudrait 1 temps plein minima par site

➔ Demande : Organisation d'un Grenelle de la fonction publique, incluant un volet spécifique pour l'enseignement agricole public. Nous demandons une revalorisation inconditionnelle pour l'ensemble des agents, sans exception.

2. Pédagogie et vie scolaire

- **Baisse des moyens pédagogiques :**
 - Réduction des moyens face à une **baisse du niveau des élèves**, dans toutes les filières.
 - Suppression des dédoublements pour répondre à la Dotation Globale Horaire (DGH), avec des conséquences sur la sécurité (surcharge dans les laboratoires de chimie).

- **Réformes répétées :**
 - Trop de réformes successives, empêchant une appropriation efficace.
 - Les référentiels imposent une concertation entre disciplines sans heures attribuées. Les heures non-affectées sont souvent utilisées pour combler les sous-horaires au détriment de la pédagogie.

- **Inclusion insuffisante :**

- Augmentation des besoins particuliers chez les élèves (dys, etc.), mais les moyens ne suivent pas.
- Faible recours aux AESH et GEVASCO dans l'apprentissage, car les établissements doivent financer.
- **Pression accrue :**
 - Ingérences des directions dans la liberté pédagogique pour « vendre » l'établissement.
 - Pressions exercées pour promouvoir les établissements au détriment des choix pédagogiques essentiels.
 - Pressions plus importantes sur les précaires (contractuel·le·s, ACB).
 - Demande de faire la publicité des cours donnés sur divers supports (Presse, site web, etc).
- **Échec des dispositifs récents :**
 - Le Pacte Enseignant·e·s et CPE ne motive pas les équipes, devenant davantage une question d'argent que de pédagogie.

➔ **Demande : Évaluation sérieuse des réformes et rétablissement des moyens pédagogiques nécessaires, notamment les dédoublements et heures de concertation.**

3. Dialogue social

- **Au niveau des établissements :**
 - Relations difficiles entre personnels et directions, exacerbées par des contraintes budgétaires et organisationnelles (DGH, précarisation des ACB).
- **Avec la DRAAF-SRFD :**
 - Instances régionales (CSAREA, F3SCT) dysfonctionnelles. Pas de CREA avant la fin de l'année, ce qui reflète un mépris pour la représentativité syndicale.
- **Avec le Conseil régional :**
 - Absence de dialogue social malgré de nombreuses sollicitations.
 - Mépris des organisations syndicales, avec des financements croissants pour les établissements privés au détriment du public.

➔ **Demande : Engagement clair pour restaurer un dialogue social respectueux et équilibré avec l'ensemble des parties prenantes, incluant un soutien renforcé pour les EPLEFPA.**

4. Financements et gestion des établissements

- **Situation financière préoccupante :**

- Sur onze EPLEFPA, seuls un est stable, tandis que deux sont en crise et les autres présentent des risques significatifs.
- Prévision d'une dégradation généralisée pour l'année prochaine.

- **Exploitations agricoles des EPL :**

- Déficits causés par les surcoûts des activités pédagogiques et expérimentales. La Région refuse de subventionner ces spécificités et exige la rentabilité.

- **Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) :**

- Baisse annoncée, justifiée par une diminution du coût des énergies et une baisse du budget régional.
- Les subventions aux établissements privés continuent d'augmenter, dans une opacité budgétaire.

➔ Demande : Maintien et augmentation des financements publics pour garantir la pérennité des établissements agricoles publics, y compris leurs exploitations.

Conclusions générales

Les personnels de l'enseignement agricole public sont déjà « à l'os ». Toute nouvelle coupe, réforme ou dégradation des conditions de travail risquerait de compromettre irrémédiablement la qualité de l'enseignement et de l'encadrement. **Nous appelons à une prise de conscience et à des mesures immédiates pour éviter un effondrement du système.**

Nous ne voulons plus être une simple variable d'ajustement, mais un véritable pilier pour l'avenir agricole et éducatif de la France.